

COMMENTAIRES DE LA SOCIETE TELE2 FRANCE SAS CONCERNANT LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES PORTANT SUR L'ALLEGEMENT DE LA REGULATION APPLIQUEE AUX MARCHES DE DETAIL DE LA TELEPHONIE FIXE

Dans le cadre de la transposition du second « paquet télécom » en droit français, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l'« ARCEP » ou l'« Autorité ») a adopté, le 27 septembre 2005, la décision n°05-0571 visant à assurer la régulation des différents marchés de la téléphonie fixe.

Aux termes de cette décision, l'ARCEP a identifié les différents marchés pertinents, de détail et de gros, de la téléphonie fixe¹ et a désigné France Télécom comme opérateur disposant d'une influence significative (ou opérateur "puissant") sur ces derniers. L'Autorité a alors imposé à cette dernière différentes obligations *ex ante* visant à assurer le développement concurrentiel (et le maintien d'une telle situation) sur les marchés considérés.

Ayant ultérieurement estimé que certains des marchés de détail (et plus spécifiquement les marchés résidentiels des communications téléphoniques) seraient devenus concurrentiels, l'Autorité a levé, par sa décision n°06-840 en date du 28 septembre 2006, certaines des obligations *ex ante* ayant été imposées à France Télécom sur ces marchés.

Aujourd'hui, du fait des nouvelles évolutions que l'ARCEP croit pouvoir observer sur les marchés de détail de la téléphonie fixe, l'Autorité entend à nouveau modifier la décision n°05-0571 en vue de réviser certains des remèdes qu'elle avait imposés à France Télécom sur marché de détail, pour la clientèle résidentielle, de l'accès au réseau téléphonique public depuis un poste fixe permettant d'émettre et de recevoir des communications téléphoniques et d'utiliser les services associés à l'accès (marché de détail de l'accès résidentiel).

Aux termes du projet de décision soumis à consultation publique, l'ARCEP propose ainsi de supprimer sur ce marché les obligations suivantes :

- l'interdiction de pratiquer des couplages abusifs ;
- l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs ;
- l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction ;
- la communication préalable des tarifs.

¹ Sur la base des marchés 1 à 6 et 8 à 10 de la Recommandation du 11/02/2003 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques.

Cette proposition, couplée à la décision n°06-840, conduirait à lever la quasi-intégralité de la régulation sur les marchés de détail résidentiels de la téléphonie fixe.

Or, une telle évolution serait lourde de conséquences pour le secteur, d'autant que, sur les marchés concernés, les difficultés d'ordre concurrentiel n'ont pas disparu, bien au contraire.

Dans ce contexte, et dans la lignée des différentes contributions qu'elle a déjà soumises à l'Autorité dans le cadre des différentes consultations publiques afférentes à la régulation des marchés de la téléphonie fixe, la société Tele2 France SAS (ci-après « Tele2 ») entend formuler les commentaires qu'appelle de sa part ce projet.

En premier lieu, Tele2 estime que la modification envisagée de la décision n°05-0571 est contestable tant sur le plan strictement juridique qu'au regard du développement actuel du secteur de la téléphonie fixe (et plus particulièrement des marchés concernés) et des objectifs de la régulation. Sur ce point, Tele2 entend spécifiquement appeler l'attention de l'Autorité sur les différents dysfonctionnements qui subsistent - ou qui se font jour - sur les marchés de la téléphonie fixe.

Ce projet de décision apparaît, en outre, en contradiction avec le calendrier annoncé par l'ARCEP l'année dernière. En toute hypothèse, l'adoption de cette nouvelle décision semble prématurée, les justifications avancées par l'ARCEP pour y procéder paraissant, à cet égard, insuffisantes et infondées (cf. point I).

En second lieu, Tele2 détaillera, pour chacune des obligations concernées par le présent projet de décision, les remarques que les aménagements proposés par l'ARCEP appellent de sa part (cf. point II).

OBSERVATIONS LIMINAIRES

Tele2 est actuellement un des principaux opérateurs concurrents de France Telecom sur le marché de la téléphonie fixe. Tele2 constitue à cet égard le principal challenger de France Télécom avec 10% de parts de marché en France sur les services de téléphonie fixe selon l'Eurobaromètre « Etude sur les communications électroniques auprès des ménages » de novembre-décembre 2006, publié en avril 2007. Malgré l'apparition des offres multiple play (incluant ADSL et Voix sur IP), il existe toujours une forte demande pour les services de téléphonie classique (abonnement téléphonique et communications RTC) dans la mesure où 40% des ménages français ne possèdent pas d'ordinateur. Il est à noter que les foyers en cause sont parmi les classes sociales les moins aisées et, en conséquence, qui bénéficient le moins des avancées offertes par la révolution numérique (ouvriers, personnes âgées etc).

Ainsi, selon l'Eurobaromètre, une proportion relativement élevée des foyers Français (18%) n'ont accès qu'à la téléphonie fixe, dont la moitié sont des personnes âgées (60 ans et plus). Parmi ceux qui ne sont pas connectés aujourd'hui à Internet, 40% ne souhaite pas l'être à terme (coût d'un ordinateur, modem etc).

Par ailleurs, seul ce marché offre une réelle égalité de service entre l'ensemble des consommateurs puisqu'il bénéficie d'une couverture nationale, et se caractérise par une offre similaire en tous points du territoire, répondant ainsi aux demandes de non-discrimination formulées par les Français. Ce n'est pas le cas pour l'ADSL (variation des débits, des prix, et même de l'offre: inexistence de l'offre de télévision sur ADSL pour près de la moitié des foyers).

Enfin, l'offre de revente de l'abonnement est notoirement peu avantageuse et devrait être, à minima, renégociée avant que ne puisse être envisagée la dérégulation des marchés de détail. A cet égard, Tele2 a identifié quatre dysfonctionnements majeurs liés à l'offre de VGAST :

- les appels vers services spéciaux et surtout vers les numéros de téléphonie sur IP (tels que 087 ou 097B) sont exclus du champ concurrentiel, à la différence des appels qui transitent sur les réseaux alternatifs, soumis à la présélection du transporteur ;
- Les conditions tarifaires de l'offre sont excessives, ce qui permet à France Télécom de renforcer sa dominance sur les marchés de l'accès ;
- Du fait des caractéristiques de l'offre de VGAST et des conditions prévalant sur les marchés de gros de la téléphonie, les opérateurs alternatifs sont également dans l'impossibilité de concurrencer, dans des conditions satisfaisantes, l'opérateur historique dans les zones non dégroupées ;
- L'opérateur de VGAST n'a aucune maîtrise ni aucun revenu sur les appels entrants, ce qui empêche le développement de services innovants et prive l'opérateur de VGAST d'une partie des revenus générés par son activité

Aussi, alors même que le développement de cette offre de VGAST a été très lent, promis pour 2006 et finalement seulement opérationnel début 2007, elle ne compte que quelques centaines de milliers de foyers clients.

Pour autant, les marchés de la téléphonie fixe demeurent importants pour les consommateurs, et pour des opérateurs tels que Tele2. Aujourd'hui, rien ne justifie la dérégulation des marchés de détail proposée par l'ARCEP, qui ne peut que mettre en cause la concurrence et son développement sur les marchés de l'accès et, étant donné les interactions entre ceux-ci et les marchés de communications, sur tous les marchés de la téléphonie fixe de manière générale.

Du point de vue de Tele2, il est d'autant plus nécessaire de maintenir la régulation *ex ante* sur ces marchés que la solution inverse pourrait être extrêmement préjudiciable au développement du secteur et, *in fine*, au consommateur.

En effet, l'abonnement téléphonique constitue aujourd'hui une source essentielle de revenus (qui lui assure des cash flows sûrs et réguliers) pour France Télécom et elle cherche par tous les moyens à la préserver.

On notera d'ailleurs que la communication de France Télécom en matière d'abonnement téléphonique est loin d'être transparente. Ainsi, elle a récemment été condamnée par le Tribunal de commerce de Paris, à la demande de Tele2, pour n'avoir pas fait figurer explicitement, sur ses publicités pour ses offres haut débit, le prix de l'abonnement qui était obligatoirement acquitté par le consommateur en sus du prix des services ADSL.

Parallèlement, les revenus et les moyens des opérateurs alternatifs diminuent. Ceux de France Télécom, grâce à sa situation privilégiée sur l'abonnement demeurent importants voire augmentent. Ainsi, par exemple, grâce à la hausse

de l'abonnement téléphonique de 1 euro TTC intervenue le 1er juillet dernier, France Télécom va bénéficier de 300 millions d'euros de revenus supplémentaires par an.

Certes, en échange elle propose aux consommateurs de bénéficier d'une baisse du prix des communications. Ce faisant, cette mesure permet également à France Télécom d'améliorer sensiblement, si besoin était, sa situation concurrentielle à l'égard de ses challengers. En effet, ceux-ci, pour rester compétitifs sur le marché des communications téléphoniques, n'ont d'autres choix que de baisser leurs tarifs sur les communications. Néanmoins, contrairement à France Télécom, ils ne peuvent compenser cette diminution de revenus par des revenus supplémentaires sur la prestation d'accès, la hausse du prix l'abonnement étant également répercutée sur le prix de gros de la VGAST.

France Télécom est donc gagnante sur les deux tableaux : elle devient plus compétitive sur le marché des communications et sur le marché de l'accès son avantage s'accroît (elle touchera les revenus supplémentaires que l'abonné fasse le choix de rester chez elle ou qu'il souscrive une offre de VGAST).

L'ARCEP doit donc prendre garde au fait que renforcer la puissance de France Télécom ne sera nullement à l'avantage du consommateur, bien au contraire. En effet, si France Télécom devait à nouveau bénéficier d'une situation de monopole ou quasi-monopole sur les marchés de la téléphonie fixe, elle n'aura d'autres stratégies, étant donné l'absence de relais de croissance alternatifs, que de maximiser encore davantage ses revenus sur ces marchés pour répondre aux attentes des investisseurs boursiers.

On aboutirait alors à une évolution tout à fait antinomique avec l'essence même de la régulation puisqu'elle se ferait au préjudice des consommateurs et, principalement, des moins favorisés d'entre eux, accroissant ainsi la fracture numérique.

Face à cette menace, Tele2 ne peut que refuser la proposition d'allègement de régulation *ex ante* proposée par l'ARCEP et appeler de ses vœux un renforcement et un aménagement de celle-ci afin de garantir le développement concurrentiel des marchés de la téléphonie fixe.

I. UN NOUVEL ALLEGEMENT DE LA REGULATION SUR LES MARCHES DE LA TELEPHONIE FIXE PARAIT CRITIQUABLE, PREMATURE VOIRE INAPPROPRIE ET LES JUSTIFICATIONS AVANCEES PAR L'ARCEP INSUFFISANTES

A. Une mesure d'allègement critiquable juridiquement

Au regard du cadre réglementaire que l'ARCEP se doit de respecter dans le cadre de la mise en œuvre de sa mission régulatrice, le projet de décision soumis à consultation publique apparaît critiquable, et ce à un double titre. En premier lieu, ce projet de décision contredit directement le cadre réglementaire précité puisque, de l'aveu même de l'ARCEP, France Télécom jouit toujours d'une influence significative sur les marchés considérés, influence qui justifie (et impose) la mise en œuvre d'obligations *ex ante* (cf. point **I.A.1**). En second lieu, la procédure suivie par

l'Autorité pourrait être jugée non conforme aux prescriptions du cadre réglementaire puisqu'elle a omis de lancer une véritable analyse de marché (cf. point I.A.2).

1. Le projet de décision est dépourvu de fondement

Selon les principes posés par le second paquet télécom, la mise en place (et, réciproquement, la levée) d'obligations *ex ante* obéit à des règles strictes. Ainsi, en application de l'article 17 de la directive "service universel" :

"1. Les États membres veillent à ce que:

a) lorsque, à la suite d'une analyse du marché effectuée conformément à l'article 16, paragraphe 3, une autorité réglementaire nationale constate qu'un marché de détail donné, déterminé conformément à l'article 15 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»), n'est pas en situation de concurrence réelle, et

b) que l'autorité réglementaire nationale conclut que les obligations imposées au titre de la directive 2002/19/CE (directive «accès») ou de l'article 19 de la présente directive ne permettraient pas de réaliser les objectifs fixés à l'article 8 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»), les autorités réglementaires nationales imposent les obligations réglementaires adéquates aux entreprises déterminées comme étant puissantes sur ce marché, conformément à l'article 14 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)."

Conformément à ce texte (transposé à l'article L.38-1 du Code des Postes et des Communications Electroniques - ci-après "CPCE"), si l'Autorité a imposé à France Télécom des obligations sur les marchés de détail de la téléphonie fixe, c'est qu'elle a estimé que les obligations mises en œuvre sur les marchés de gros n'étaient pas, à elles seules, de nature à permettre à ces marchés de détail de tendre vers une situation de concurrence effective.

Or, il semble que tel soit toujours le cas aujourd'hui.

En effet, l'Autorité souligne elle-même, dans son document soumis à consultation publique, que

*"Sur chacun de ces six marchés de détail, France Télécom est réputée exercer une influence significative. L'Autorité estime que les éléments qui l'ont amenée à cette désignation n'ont pas substantiellement évolué. France Télécom continue ainsi d'exercer une telle influence sur les marchés des accès et des communications et en particulier sur le marché professionnel."*²

L'ARCEP ajoute que :

"Le développement des services de communications VLB sur les marchés résidentiels, allié à la poursuite de l'utilisation des services de communications en sélection du transporteur, permet un accroissement significatif de la pression concurrentielle exercée sur France Télécom et participe au développement d'une concurrence effective et durable sur les marchés résidentiels des communications. Toutefois, ces éléments ne sont pas suffisants pour

² Soulignements ajoutés par nos soins

remettre en cause l'influence significative exercée par France Télécom sur ces marchés avant le terme de la période d'application de l'analyse qu'elle a menée en 2005, compte tenu notamment de son contrôle de l'infrastructure essentielle de boucle locale, de la présence d'importantes économies d'échelle et de gamme, de son intégration verticale mais aussi de l'existence d'un réseau de distribution et de vente très développé."³

Aussi, si l'influence significative de France Télécom demeure sur ces marchés, la conclusion à laquelle l'ARCEP doit nécessairement aboutir est que les obligations *ex ante* actuellement mises en œuvre - y compris au niveau du marché de gros (cf. infra point I.C) - n'ont pas encore permis un véritable essor de la concurrence sur les marchés. Dans un souci de régulation efficace, il est donc indispensable, à tout le moins, de maintenir ces obligations, voire de les aménager pour faire face aux dysfonctionnements qui se font jour désormais du fait des évolutions en cours (cf. point I.C pour plus de détails sur les dysfonctionnements identifiés par Tele2).

2. Une telle décision ne peut être prise sans avoir mené au préalable une analyse additionnelle de marché

L'Autorité croit pouvoir se prévaloir, pour justifier son action, des dispositions du considérant 15 de la Directive "Accès" aux termes duquel *"le fait d'imposer une obligation spécifique à une entreprise puissante sur le marché ne requiert pas une analyse additionnelle du marché, mais une preuve que l'obligation en question est appropriée et proportionnée par rapport à la nature du problème en cause."*

Or, si ce considérant précise expressément que le fait d'imposer une obligation ne requiert pas une analyse additionnelle de marché, il ne dit rien s'agissant de l'hypothèse d'un retrait d'une obligation *ex ante*.

Certes, l'article D. 303 du CPCE confère plus de latitude à l'Autorité puisqu'il prévoit, quant à lui, que l'Autorité *"peut modifier [...] les obligations imposées aux opérateurs exerçant une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques sans effectuer une nouvelle détermination des marchés pertinents"*.

Ainsi, le texte national s'éloigne des principes posés par le texte communautaire précité, de sorte que sa compatibilité avec celui-ci apparaît discutable.

En effet, la possibilité offerte par la directive "Accès" aux ARN (Autorités de Régulation Nationale") d'imposer un remède complémentaire sans nouvelle analyse de marché est justifiée par le fait qu'une telle mesure vise à répondre à un dysfonctionnement de marché, de sorte qu'il est *a priori* urgent d'agir. Une nouvelle procédure d'analyse pourrait donc s'avérer contre-productive puisqu'elle nécessite d'importants délais.

En revanche, s'agissant du retrait d'un remède, le contexte est tout autre. Il n'y a en effet pas d'impératifs d'urgence (comme l'illustre d'ailleurs le cas présent), le fait de maintenir un remède le temps qu'une analyse complète des marchés concernés soit menée ne risquant pas d'affecter la situation concurrentielle de ces marchés, bien au contraire. Partant, il est tout à fait possible de procéder à une telle analyse de marché afin d'évaluer avec la plus grande précision le bien fondé d'un allègement de la régulation. Il paraît d'autant plus inopportun de ne pas procéder

³ Idem

à une telle analyse que le retrait d'une ou plusieurs obligations *ex ante* ne peut être réalisé qu'à partir du moment où il est possible de démontrer que la situation de marché a évolué et que l'influence significative du ou des opérateurs ayant motivé la mise en place d'obligations *ex ante* a disparu (ou est sur le point de disparaître grâce aux remèdes imposés sur les marchés de gros).

Le lancement d'une nouvelle analyse de marché semble, en l'espèce, d'autant plus nécessaire que les marchés de la téléphonie fixe connaissent d'importantes évolutions, notamment techniques, qui ont des impacts directs sur leur délimitation et les conditions de concurrence qui y prévalent.

En effet, la pertinence du mécanisme de régulation suppose, au préalable, une délimitation correcte des marchés pertinents concernés afin non seulement d'être en mesure d'appréhender précisément l'influence significative éventuelle d'un ou plusieurs opérateurs sur ces marchés mais, plus encore, pour garantir l'efficacité des remèdes qui leur seront imposés. Aussi, engager une procédure d'allègement des obligations *ex ante* sans s'être, au préalable, assuré de la juste délimitation des marchés pertinents fait courir le risque d'une régulation biaisée.

Sur ce point, l'ARCEP indique, dans la présente consultation publique, qu'*"aucune des évolutions de ces marchés [c'est-à-dire les six marchés pertinents de détail identifiés dans la décision n°05-0751] ne justifie de réexaminer leur définition actuelle"*.

Néanmoins, l'ARCEP n'apporte aucun élément au soutien de cette affirmation. Comment le pourrait-elle au demeurant puisque les chiffres afférents à ces marchés contredisent cette pétition de principe, avec un développement considérable des services de voix sur IP (et une substitution des accès par le biais du réseau RTC par ceux en large bande) ?

En effet, on assiste, à l'heure actuelle, à une substitution croissante des accès haut débit aux accès bas débit. Ainsi, selon les dernières données tirées de l'Observatoire des marchés, on compte 1,545 millions d'accès bas débits en moins sur la période courant entre le quatrième trimestre 2005 et le quatrième trimestre 2006 alors que, parallèlement, sur la même période, le nombre d'accès haut débit a progressé de 3,333 millions. La plupart des accès bas débit qui ont disparu ont donc été remplacés par des accès haut débit.

La non-prise de position de l'ARCEP sur cette question est d'autant plus incompréhensible que, à l'inverse de la position exprimée sans aucune justification dans la présente consultation, elle n'a pas hésité à faire état de ce phénomène de substitution dans le cadre de son Observatoire sur le marché des services de Communications Electroniques en France en 2006. Ainsi, on peut y lire :

"L'attrait exercé par l'accès à Internet à haut débit pour les ménages, et la montée en puissance de la voix sur large bande, stabilisent le marché de la téléphonie fixe. Le mouvement de substitution mobile au fixe s'est interrompu. Le volume de communications au départ des postes fixes se stabilise."

Le nombre d'abonnements à un service de téléphonie fixe augmente de 1,7 million en 2006. Cette progression résulte avant tout du succès de la téléphonie sur large bande (sur Adsl surtout mais aussi par le câble). Le nombre d'abonnés a doublé en 2006 pour atteindre 6,6 millions à la fin de l'année. Les abonnements RTC sur ligne

analogique ou numérique sont en revanche en recul de 1,5 million par rapport à 2005. Le recul s'est accentué au cours de l'année. Au quatrième trimestre 2006, le nombre d'abonnements au RTC baisse de 550 000."

Ce phénomène de substitution massif s'agissant des prestations d'accès a des répercussions directes sur les marchés connexes des communications téléphoniques et, de manière plus générale, sur les marchés de la téléphonie fixe. L'ARCEP en a d'ailleurs parfaitement conscience puisqu'elle indique, toujours dans l'Observatoire précité, que :

"L'essor du trafic IP a permis d'enrayer la chute du trafic au départ des réseaux fixes. Le volume des communications s'est ainsi stabilisé depuis 2004. De moins de 2% en 2004, il représente en 2006 18% du trafic fixe (soit un peu moins de 30% du trafic grand public). De nombreuses offres de téléphonie illimitée au départ des box ont émergé au début de l'année 2006 et sont venues «doper» ce volume de trafic (notamment vers l'international, en croissance de 17,2%)

[...]

Les revenus des communications nationales et internationales diminuent également (respectivement -10% et -11%) sous l'effet des baisses de tarifs pour les communications par le RTC mais également en raison de la substitution de ce type de communications vers de la voix sur large bande."

Rappelons que, suite à l'analyse menée pour les besoins de l'adoption de la décision n°05-0571, l'ARCEP était parvenue à la conclusion que les accès haut débits (ou accès dont l'usage principal ne se limite pas à la téléphonie) n'étaient pas substituables aux accès bas débit (accès utilisés exclusivement pour la téléphonie ou principalement pour la téléphonie) et, partant, ne devaient pas faire l'objet d'obligations *ex ante* dans le cadre de la régulation des marchés de la téléphonie fixe.

Le seul examen des chiffres précités - et l'effet de substitution dûment relevé par l'Autorité - démontrent que cette analyse, malgré les dires de l'ARCEP, n'est plus justifiée (ou, au minimum, nécessiterait d'être réexaminée dans le cadre d'une véritable analyse de marché). A cet égard, Tele2 entend rappeler que lors des différentes consultations publiques menées dans le cadre de l'adoption de la décision n°05-0571, elle avait indiqué que l'analyse de l'Autorité sur ce point était plus que discutable au regard des principes du droit de la concurrence⁴ et, en tout état de cause, ne permettait pas de satisfaire l'exigence selon laquelle une analyse de marché se doit d'être prospective. En effet, ainsi que Tele2 l'anticipait, les offres d'accès haut débit, notamment d'ADSL nu, se sont fortement développées et se substituent peu à peu aux accès bas débits (les derniers chiffres précités en attestent).

En conséquence, et indépendamment de toute considération textuelle, Tele2 estime qu'il est indispensable, avant d'envisager de modifier la régulation applicable sur les marchés de détail de l'accès, de procéder à une nouvelle analyse de ces marchés afin de déterminer quel est aujourd'hui leur périmètre exact et d'adopter ainsi une régulation qui soit la plus pertinente et la plus appropriée possible.

⁴ Pour plus de détails, Tele2 renvoie à sa réponse à la consultation publique de juillet 2005 relative au projet de décision concernant l'analyse des marchés pertinents de la téléphonie fixe (cf. point I.1.2.1.a)

B. Une modification prématurée, porteuse de risques d'inefficacité pour la régulation, au surplus non conforme au calendrier précédemment annoncé par l'ARCEP

L'horizon temporel d'analyse retenu par l'ARCEP pour sa décision n°05-0571 est de trois ans. Ainsi, les obligations *ex ante* listées dans cette décision sont normalement applicables jusqu'au 1er septembre 2008.

Certes, l'Autorité avait pris le soin de préciser, dans cette même décision, que *"Toutefois si les obligations imposées sur les marchés de gros devaient influencer favorablement le développement de la concurrence sur ces marchés de détail dans un délai plus court, l'Autorité se devra, conformément au nouveau cadre, de revoir sa position et de modifier en conséquence les obligations imposées."*

Aujourd'hui, l'ARCEP considère que l'évolution des marchés de gros de la téléphonie fixe permet à nouveau d'alléger la régulation applicable sur les marchés de détail de l'accès résidentiel, après avoir considéré, moins d'un an après l'adoption de la décision n°05-0571, que la régulation sur les marchés résidentiels des communications électroniques devait être pour une large part levée.

En premier lieu, Tele2 souhaite souligner que, dans le cadre de sa réponse à la consultation publique de l'Autorité en date du 25 juillet 2006 et visant à définir les conditions selon lesquelles elle pourrait alléger la régulation sur les marchés de la téléphonie fixe, elle avait appelé de ses vœux à ce que la refonte des remèdes en matière d'accès ne soit envisagée que lors de la prochaine période d'analyse (soit pour la période courant après le 1er septembre 2008). Tele2 ne peut donc que déplorer que l'ARCEP ne se soit pas ralliée à cette position.

En second lieu et comme lors de la procédure d'allègement de la régulation sur les marchés résidentiels des communications téléphoniques fixes, Tele2 ne peut que s'étonner de la volonté de l'ARCEP de procéder au retrait de certaines obligations *ex ante*. En effet, si la volonté de l'ARCEP d'adapter au mieux la régulation des marchés pertinents du secteur des communications électroniques à leur évolution concurrentielle constitue un souci louable (et correspond aux objectifs posés par le second paquet télécom), il semble, toutefois, que la modification des obligations *ex ante* identifiées ci-dessus est prématurée (voire précipitée), comme Tele2 l'avait déjà dénoncé s'agissant des marchés résidentiels des communications téléphoniques fixes.

On relèvera, d'ailleurs, que depuis l'adoption de la décision n°06-0840, la situation de la concurrence sur les marchés résidentiels des communications électroniques ne s'est nullement traduite par un accroissement du dynamisme concurrentiel. Si le déclin du marché de la téléphonie fixe semble quelque peu enrayé, cet état de fait doit davantage aux développements de la VoIP qu'à la promotion de nouvelles offres sur les marchés de la téléphonie analogique.

La surprise de Tele2 est d'autant plus grande que ce projet de décision n'est aucunement en phase avec le calendrier que l'ARCEP avait annoncé dans le cadre de la consultation publique visant à définir les conditions selon lesquelles elle pourrait alléger la régulation sur les marchés de la téléphonie fixe.

En effet, pour procéder à l'allègement de la régulation, l'Autorité avait proposé un échéancier organisé autour d'une première phase en deux étapes, cette première phase pouvant être suivie d'une étape ultérieure au cours de laquelle différentes extensions étaient envisageables. Ce calendrier peut être résumé de la façon suivante.

Première phase :

- Etape 1 : allègement des obligations de France Télécom sur les marchés résidentiels des communications ;
- Etape 2 : allègement à court terme des obligations pesant sur France Télécom pour le segment des marchés professionnels des communications associées à un accès analogique.

Phase ultérieure :

- la première extension ferait porter l'allègement à l'ensemble des marchés de communications, c'est-à-dire inclurait les communications professionnelles associées à des accès numériques ;
- la phase suivante serait d'étendre l'allègement aux couplages accès - communications, soit en deux temps en séparant les supports analogique et numérique, soit simultanément ;
- Enfin, la dernière phase devait consister en un allègement de la régulation portant sur les accès résidentiels, puis éventuellement sur tous les accès.

L'Autorité avait, à cette occasion, pris le soin de préciser, s'agissant de la phase ultérieure, que *"l'ordre présenté ici pourrait toutefois dépendre de la vitesse d'évolution de la VGAST analogique par rapport à la VGAST numérique. Les première et deuxième extensions pourraient alors être interverties."*

Or, aujourd'hui, alors même que la seconde étape de la première phase n'a toujours pas été réalisée, l'Autorité propose d'entreprendre, dès à présent, l'ultime étape de la procédure d'allègement de la régulation des marchés de détail la téléphonie fixe.

Il est particulièrement difficile de comprendre ce que qui pourrait justifier ce revirement de position puisque l'ARCEP ne fournit aucune explication sur ce point dans le cadre de la présente consultation publique.

Dans ce contexte, l'empressement avec lequel l'ARCEP envisage aujourd'hui d'alléger la régulation sur le marché résidentiel de l'accès renforce les doutes déjà exprimés par Tele2 à l'occasion de l'allègement de la régulation sur les marchés résidentiels des communications quant à l'existence d'une régulation à deux vitesses selon que l'Autorité envisage de mettre en place de nouvelles obligations (avec un processus extrêmement long, comme ce fût le cas pour les obligations de séparation comptable et de comptabilisation de coûts et plus encore pour la mise en place de l'offre de VGAST puisqu'il aura fallu plus de 5 ans d'efforts) ou de les supprimer. Rappelons, à cet égard, que l'offre de VGAST n'a que quelques mois d'existence et que, ainsi que le relève l'ARCEP, elle n'est pas encore opérationnelle sur tous les types d'accès. Plus encore, pour les types d'accès pour lesquels elle est d'ores et déjà disponible, des difficultés importantes se font jour (cf. points **I.C.2 et I.D**).

Une telle différence de traitement semble d'autant plus paradoxale que les obligations *ex ante* actuellement en place n'empêchent nullement France Télécom de se développer (celle-ci connaît d'ailleurs une situation florissante⁵), alors que les retards dans la mise en œuvre de la régulation peuvent s'avérer particulièrement pénalisants pour les opérateurs alternatifs et, *in fine*, les consommateurs.

Comment comprendre également que certaines mesures annoncées par l'ARCEP dans sa décision n°05-0571 n'aient toujours pas été prises comme, par exemple, l'ouverture à la sélection du transporteur et à la présélection des numéros de types 087B et 097B (cf. point I.C.1 pour plus de détails). De même, comment justifier, alors que l'ARCEP l'a annoncé à plusieurs reprises, qu'aucune mesure coercitive ne soit prise à l'égard de France Télécom pour que cette dernière propose enfin une offre de VGAST satisfaisante à destination des clients professionnels ?

Tele2 déplore d'autant plus cet état de fait que lorsque que l'ARCEP s'engage pleinement et vigoureusement pour favoriser l'émergence durable de la concurrence sur un marché (cf. en matière de dégroupage), les résultats obtenus sont tout à fait satisfaisants. Dans cet exemple, l'action de l'Autorité a permis d'assurer tout à la fois la croissance du marché (dont profite aussi bien les opérateurs alternatifs que les opérateurs ayant une influence significative), l'intensification de la concurrence et le développement de nouvelles offres et de services innovants. Ce cercle vertueux (la France est aujourd'hui le premier pays européen sur le haut débit) qui bénéficie, au premier chef, au consommateur n'est toutefois possible que si le régulateur met en œuvre une politique de régulation volontariste. Aussi, Tele2 appelle-t-elle de ses vœux une action similaire sur les marchés de la téléphonie fixe.

Ainsi que Tele2 l'a détaillé à titre liminaire, le développement des services de téléphonie fixe et la régulation des marchés concernés ne doivent pas être délaissés au profit du seul haut débit. En effet, nombre de consommateurs n'entendent pas (ou n'ont pas les moyens de) souscrire à des offres d'accès haut débit. Au surplus, même si la pénétration géographique des services haut débit progresse, ces offres, notamment les plus avancées, ne sont pas disponibles sur l'intégralité des lignes fixes existantes en France. Dans l'intérêt du consommateur, il est donc indispensable que l'ARCEP maintienne son action régulatrice sur les marchés de la téléphonie fixe.

Tele2 est convaincue qu'une intervention efficace du régulateur en matière de téléphonie fixe et ciblée sur les problèmes que connaissent (toujours) ces marchés pourrait permettre un nouveau développement de ce marché. Si l'ARCEP devait, en revanche, se désintéresser de ces marchés (comme ses propositions successives d'allègement de la régulation le laissent craindre), leur évolution apparaîtrait très incertaine.

L'ARCEP doit avoir conscience que ce faisant, elle met en difficulté les opérateurs alternatifs et porte atteinte à la dynamique concurrentielle du marché et, partant, aux consommateurs.

En toute hypothèse, et ainsi que Tele2 l'avait déjà souligné dans sa réponse à la consultation de septembre dernier relative à la première proposition d'allègement de la régulation sur les marchés de détail de la téléphonie fixe, il paraît préférable d'attendre qu'un délai plus long se soit écoulé avant d'envisager une modification des obligations *ex ante* posées par la décision n°05-0571 (et ce d'autant plus que l'Autorité ne fait état d'aucune urgence particulière pour

⁵ Pour 2006, France Télécom a publié un résultat net de 4,139 milliards d'euros

justifier des modifications proposées, bien au contraire : cf. point **I.D**) afin d'envisager une refonte globale de la régulation imposée sur ces différents marchés.

A cet égard, Tele2 entend rappeler que, tant pour les opérateurs que pour les différentes autorités concernées par le processus d'analyse des marchés, les procédures suivies sont particulièrement lourdes à gérer, notamment en termes de ressources. Aussi, dans un souci d'efficacité, il serait préférable de ne pas les multiplier si elles ne sont pas pleinement justifiées.

Le projet de décision présenté par l'ARCEP paraît donc précipité, et ce d'autant plus que les justifications avancées par ses soins pour motiver l'adoption des modifications qu'elle propose apparaissent discutables et, plus grave, que d'importants dysfonctionnements demeurent et / ou apparaissent sur les marchés de la téléphonie fixe.

C. D'importants dysfonctionnements demeurent sur les marchés de la téléphonie fixe

La situation concurrentielle sur les marchés de la téléphonie fixe est préoccupante. En effet, le passage des technologies de type commuté à des technologies de type IP modifie profondément les attentes des consommateurs et leurs usages.

Si l'essor des technologies IP permet d'apporter de nouvelles offres aux consommateurs, notamment avec le développement d'offres d'abondance ou d'offres multiservices, elle place également les opérateurs alternatifs dans des situations délicates, les offres de gros n'étant pas nécessairement adaptées pour ces nouveaux usages.

A cet égard, Tele2 identifie à ce titre quatre dysfonctionnements majeurs qui nécessiteraient une intervention rapide de l'Autorité :

- Le premier réside dans la non-éligibilité à la sélection du transporteur et à la présélection des appels à destination des numéros de type 087B et 097B, alors que le volume de trafic à destination de ces numéros, du fait de l'essor de la téléphonie sur IP, ne cesse d'augmenter (cf. point **I.C.1**) ;
- Le deuxième est lié aux conditions tarifaires excessives pratiquées par France Télécom dans le cadre de son offre de VGAST, conditions qui viennent renforcer la dominance dont elle dispose sur les marchés de l'accès (cf. point **I.C.2**) ;
- Le troisième tient à l'impossibilité, pour les opérateurs alternatifs compte tenu des conditions prévalant sur les marchés de gros de la téléphonie fixe de concurrencer, dans des conditions satisfaisantes, l'opérateur historique dans les zones non dégroupées (cf. point **I.C.3**) ;
- Le quatrième est lié au fait, que dans le cadre de l'offre de VGAST, l'opérateur de VGAST n'a aucune maîtrise ni aucun revenu sur les appels entrants, ce qui empêche le développement de services innovants et prive l'opérateur de VGAST d'une partie des revenus générés par son activité (cf. point **I.C.4**).

1. La non-éligibilité à la présélection des numéros de type 087B et 097B

Bien que le nombre de clients ayant souscrit au service de sélection du transporteur et de présélection diminue (- 1 million de clients sur l'année 2006 compte-tenu de la substitution des offres de téléphonie analogiques par des offres de type VoIP), il n'en demeure pas moins que ces mécanismes continuent de concerner un nombre significatif de clients (6,883 millions d'accès à fin 2006). Or, il est indispensable de permettre aux opérateurs de téléphonie fixe de continuer à répondre aux besoins de cette clientèle en leur proposant des offres globales, incluant l'accès à l'ensemble des communications téléphoniques.

A cet égard, et dans la mesure où, comme Tele2 l'a précédemment rappelé, la différence qui existe entre accès analogiques et accès en VoIP tend à s'estomper (les clients étant indifférents à la technologie utilisée pour leur permettre d'accéder aux services de téléphonie fixe), il n'existe aucune raison de traiter différemment l'acheminement des communications à destination de ces deux types d'accès. Cette situation est d'autant plus vraie que l'utilisation d'une tranche de numéro spécifique pour les accès en VoIP, lesquels ne sauraient désormais être confondus avec les services à valeur ajoutée, fait disparaître les éventuelles préventions liées à une perte de lisibilité tarifaire pour les consommateurs dans l'hypothèse d'une telle inclusion de ces appels dans ce mécanisme.

Plus encore, et ainsi que Tele2 l'a déjà souligné à plusieurs reprises, l'Autorité s'est, à plusieurs occasions, prononcée en faveur d'une telle extension :

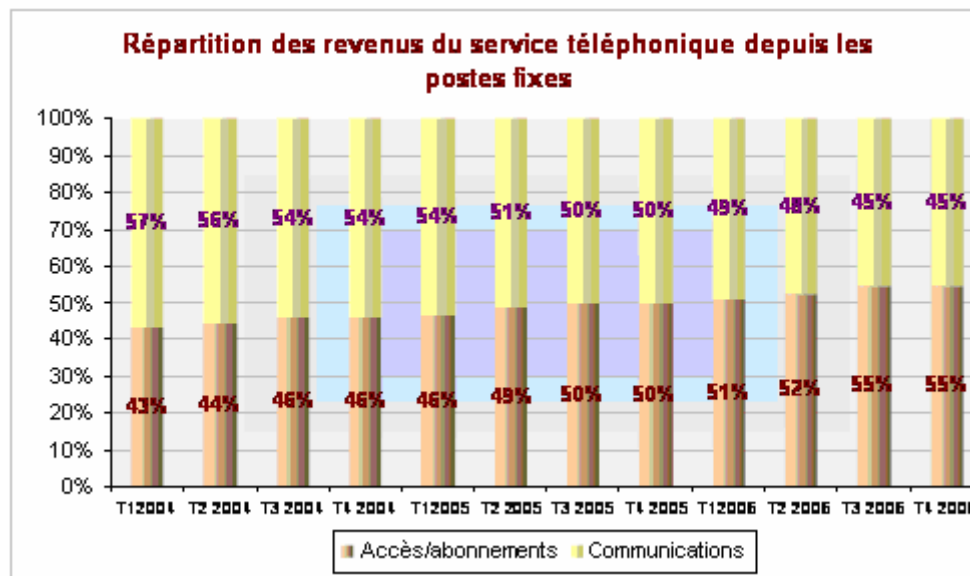
- Dans sa décision n° 05-0571 en annonçant vouloir consulter *"les acteurs sur l'opportunité d'étendre les mécanismes de sélection du transporteur aux communications interpersonnelles vers les numéros non géographiques en position déterminée (numéro de type 087B PQMCDN), et plus généralement sur l'opportunité d'étendre ces mécanismes pour l'ensemble des numéros qui en sont aujourd'hui exclus"* ;
- Dans sa décision n° 05-1085, en précisant que *"comme tous les numéros de communications interpersonnelles, les numéros de la tranche 09 ont vocation à être intégrés dans le champ de la sélection du transporteur"*.

Dans ce contexte, et face au développement extrêmement rapide des services de VoIP, lesquels concernaient 6,608 millions d'accès à la fin du quatrième trimestre 2006, il semble plus que nécessaire que l'Autorité donne suite à ses précédentes prises de position sur le sujet et qu'elle étudie les moyens d'étendre au plus vite le mécanisme de la sélection du transporteur aux numéros des tranches 087 et 097.

Relevons, également, qu'une telle modification semble d'autant plus nécessaire pour permettre le développement des offres de détail de revente de l'abonnement téléphonique (dont Tele2 constitue, pour mémoire, le principal acteur), lesquelles incluent dans leur périmètre les communications éligibles à la sélection du transporteur. **[Passage couvert par le secret des affaires]**

Il est urgent pour les opérateurs alternatifs de pouvoir avoir accès à la totalité des revenus générés par ce trafic. A défaut, France Télécom viendrait à bénéficier d'une rente de situation tout à fait indue sur le seul segment des communications téléphoniques fixes connaissant actuellement un fort développement.

Si l'on ajoute à cela, le fait qu'au cours des dernières années, le modèle économique applicable en matière de téléphonie fixe a conduit à un accroissement du chiffre d'affaires et des revenus tirés des prestations d'accès au détriment des prestations de communications (cf. le graphique ci-joint extrait de l'observatoire sur le marché des services de télécommunications en France au 4ème trimestre 2006), une intervention rapide de l'ARCEP apparaît juste et nécessaire pour garantir la pérennité de la concurrence sur les marchés de la téléphonie fixe.



L'ARCEP a d'ailleurs confirmé cette situation dans son récent Observatoire sur le marché des services de Communications Electroniques en France en 2006 :

"Le revenu lié à l'accès au service téléphonique progresse de 3,5% sur un an en raison de la hausse du prix de l'abonnement téléphonique (+7,2% en juillet 2006). Le revenu des communications depuis les lignes fixes est en revanche en recul de 13% en 2006 (soit 800 millions d'euros)."

Dans ce contexte, à défaut d'intervention de l'ARCEP pour ouvrir à la présélection les numéros de type 087B et 097B, le risque serait grand de voir France Télécom, profitant de la manne financière que lui procure sa position sur les marchés de l'accès, reconquérir les parts de marché que les opérateurs alternatifs ont pu acquérir jusqu'alors grâce à la régulation mise en place par l'ARCEP sur les marchés des communications. Ce risque est d'autant plus grand que l'apparition d'une offre de VGAST est supposée faire naître sur les marchés de détail de l'accès est, en réalité, toute relative.

2. Les conditions actuelles de l'offre de VGAST sont insuffisantes pour assurer le développement d'une véritable concurrence sur les marchés de l'accès et permettent à France Télécom de maintenir de manière durable son influence significative sur ces derniers

A titre liminaire, Tele2 entend souligner qu'elle a formulé auprès de France Télécom une demande de mise en place d'une offre de VGAST dès l'année 2001. Elle a également activement participé aux différents groupes de travail mis en place sous l'égide de l'Autorité sur ce sujet. Malgré tous ses efforts, il aura fallu attendre plusieurs années avant de voir enfin France Télécom proposer une offre de VGAST (dans le cadre d'une négociation avec l'Autorité en contrepartie d'une augmentation du prix du tarif de l'abonnement) et ce à un moment où ces offres connaissent un déclin du fait de la montée en puissance des offres d'accès numériques, non régulées.

Dans ce contexte, il est d'autant plus important, pour assurer un véritable jeu concurrentiel sur ce marché, que l'offre de VGAST permette aux opérateurs alternatifs de proposer aux consommateurs une offre complète de services sur les marchés de la téléphonie fixe, affranchissant ces derniers de toute relation avec France Télécom.

Malheureusement, force est de constater - et Tele2 est indéniablement la mieux placée pour ce faire - que le succès de cette offre est mitigé et que son avenir demeure incertain. Si l'ARCEP croit pouvoir se réjouir de l'évolution actuellement observée quant au développement de cette offre (et qui incombe, pour la plus grande part, à l'activité de Tele2) puisqu'elle indique que *"Les services d'accès et de communications commercialisés par les opérateurs alternatifs sur les marchés résidentiels à partir de la VGAST croissent fortement depuis le début de l'été 2006 dans les DOM et depuis le début de l'année en Métropole."*, il convient de rappeler que l'impact d'une telle offre ne se mesure pas à son taux de croissance, nécessairement élevé s'agissant d'une offre nouvelle, mais à l'aune des données de parc. **[Passage couvert par le secret des affaires]**

En outre, les conditions proposées, tant sur le plan technique que tarifaire, par France Télécom dans le cadre de cette offre ne permettent pas aux opérateurs alternatifs de développer d'offres compétitives et attractives, faute d'un espace économique suffisant entre le prix de gros et le prix de détail.

[Passage couvert par le secret des affaires]

Les espérances de revenus sur ces offres sont d'autant plus limitées pour les opérateurs alternatifs que les possibilités de revenus connexes sont réduites à la portion congrue dans la mesure où :

- les appels à destination des numéros de type 087B et 097B sont considérés comme des numéros spéciaux (donc non éligibles à la présélection), de sorte que France Télécom capte la majorité de la marge générée par ce type d'appels (cf. point **I.C.1**) ;
- les revenus des appels entrants reviennent exclusivement à France Télécom (cf. point **I.C.4**).

Plus préjudiciable encore pour les opérateurs alternatifs, le prix de gros de l'offre de VGAST est calé sur les évolutions du prix de détail de l'abonnement téléphonique de France Télécom. Aussi les opérateurs ne peuvent se démarquer véritablement des prix de détail de France Télécom sauf à accepter de fortement réduire leurs marges déjà faibles pour ne pas modifier, quant à eux, le prix de détail de leur offre. Les deux augmentations à venir du prix

de l'offre de VGAST sont d'autant plus paradoxales qu'elles vont à l'encontre des principes économiques habituels. En effet, d'ordinaire, plus un service est souscrit, plus son coût diminue en raison des économies d'échelle réalisées par son fournisseur. Tel est d'ailleurs le processus que l'on a pu observer sur les tarifs du dégroupage et nul doute que ces principes d'organisation expliquent pour partie son succès.

La justification parfois avancée à la hausse du prix de l'abonnement (et par construction de l'offre de VGAST) est la volonté de l'ARCEP de ménager un espace économique suffisant entre les offres d'accès haut débit fondées sur le dégroupage et celles basées sur l'abonnement téléphonique. Cependant, ainsi que Tele2 l'a indiqué à titre liminaire, une fraction substantielle des consommateurs (de l'ordre de 40%) ne peuvent pas ou ne souhaitent pas bénéficier de services haut débit. Or, ce sont ces consommateurs, généralement issus des classes les moins favorisées, qui risquent d'être les principales victimes du mouvement actuel de dérégulation engagé par l'ARCEP.

L'évolution tarifaire envisagée pour la VGAST est également pénalisante pour les opérateurs alternatifs puisqu'elle a également vocation à s'appliquer aux tarifs des services additionnels. En effet, France Télécom propose, pour l'heure, une tarification temporaire pour ces services. Ainsi, ceux-ci n'ont vocation à s'appliquer que pour trois ans, les tarifs des services additionnels devant fortement augmenter à l'issue de cette période. A terme, les opérateurs alternatifs qui ont investi massivement pour lancer leurs offres de VGAST risquent d'être confrontés à d'importantes difficultés. Ainsi, du fait de ces hausses, ils n'auront d'autres choix que maintenir leurs tarifs avec une perte substantielle de marge ou répercuter la hausse des prix de gros sur le consommateur avec le risque de voir ces derniers revenir chez France Télécom.

Finalement, l'offre de VGAST telle qu'elle est conçue actuellement risque d'avoir l'effet inverse de celui espéré : au lieu de constituer un facteur d'ouverture et de concurrence sur les marchés de la téléphonie fixe, elle pourrait conduire à un affaiblissement des opérateurs alternatifs et, partant, du dynamisme concurrentiel.

Eu égard aux investissements déjà consentis et aux risques potentiels, Tele2 espère donc vivement que l'offre de VGAST évoluera rapidement dans des conditions qui soient plus favorables aux opérateurs alternatifs et leur permettent de véritablement concurrencer France Télécom.

La situation actuelle est d'autant plus critiquable et injustifiée que, parallèlement, la commercialisation par France Télécom de son offre de VGAST suscite pour elle une marge considérable, compte tenu tant du prix auquel elle la commercialise que des revenus générés par le trafic à destination des numéros 097B et 087B et par le trafic entrant. De plus, grâce aux augmentations successives du prix de l'abonnement téléphonique, France Télécom a pu préserver ses revenus voire accroître ses marges malgré le recul du nombre d'accès commercialisés.

Cette augmentation du prix de l'abonnement téléphonique, couplée au fait que la part du budget que les consommateurs peuvent consacrer aux services de téléphonie fixe a tendance à demeurer inchangée voire à décroître du fait de leur souhait d'allouer une partie de celui-ci aux offres d'accès à Internet ou aux services mobiles, conduit France Télécom à capter une part croissante des revenus issus des services de téléphonie fixe, au détriment des opérateurs alternatifs.

L'ARCEP constate d'ailleurs dans l'Observatoire sur le marché des services de Communications Electroniques en France en 2006 que

"La facture moyenne par abonnement à la téléphonie fixe a également reculé de 2,6€HT et s'établit à 24,6€HT. La progression du nombre de lignes dégroupées totalement permettant de s'affranchir de l'abonnement téléphonique, la baisse des prix des communications RTC de France Télécom (en contrepartie de la hausse du prix de l'abonnement) et le fort développement de la téléphonie sur large bande, sont autant de facteurs qui ont contribué à faire baisser la facture moyenne des clients, même si le tarif de l'abonnement téléphonique a augmenté au 1er juillet 2006."

Toujours selon les données publiées dans le cadre de cet Observatoire, les revenus issus de la téléphonie fixe ont diminué. Si les opérateurs alternatifs subissent de plein fouet cette diminution, tel n'est pas le cas de France Télécom. Cette dernière profite en effet à plein de l'augmentation des revenus issus de l'accès qui résultent, pour une part, de l'augmentation du prix de l'abonnement et, pour l'autre, de l'augmentation du nombre général d'accès. En effet, si le nombre d'accès RTC décroît, il n'en demeure pas moins que le nombre global d'accès augmente du fait de l'essor des offres de dégroupage et d'ADSL nu. Or, sur tous ces accès, quels qu'ils soient, France Télécom perçoit des revenus.

Il suffit, pour se convaincre de la prospérité de France Télécom, d'étudier les derniers chiffres publiés par cette dernière. Ainsi, selon le communiqué de presse diffusé à l'occasion de l'annonce de ses résultats pour le premier trimestre :

*"Parallèlement, le chiffre d'affaires des abonnements téléphoniques grand public enregistre une hausse de 1,2% : l'effet de la hausse du prix de l'abonnement de base intervenue en juillet 2006 est pour une large part compensé par le recul du nombre de lignes téléphoniques lié à la progression du dégroupage total, de l'ADSL nu et de la vente en gros d'abonnements téléphoniques (VGA) commercialisés auprès des opérateurs tiers. En un an, le nombre de lignes téléphoniques louées auprès du grand public a diminué de 7,0%, s'établissant à 24,774 milliers de lignes au 31 mars 2007 contre 26,645 milliers au 31 mars 2006."*⁶

[Passage couvert par le secret des affaires]

Les revenus des activités fixes de France Télécom vont encore croître l'année prochaine grâce à la hausse de l'abonnement intervenue le 1er juillet dernier. Ainsi France Télécom va bénéficier de plus de 300 millions d'euros supplémentaires de revenus par an. Il s'agit là de sommes tout à fait considérables à l'échelle des opérateurs alternatifs. **[Passage couvert par le secret des affaires]**

En outre, France Télécom ne souffre nullement du développement des offres IP puisque, malgré des offres tarifaires plus élevées que ses concurrents, elle affiche sur les marchés des offres multiplay un taux de conquête autour de 50 % et une part de marché équivalente (cette part de marché est de l'ordre de 70% en zones non dégroupées).

⁶ Extraits communiqués de presse - disponible à l'adresse suivante :

http://www.francetelecom.com/fr/espaces/journalistes/communiques/CP_old/att00040336/CP_1Q07_VF%28%29.pdf

France Télécom est donc plus que jamais dominante sur le marché de l'accès, quelle que soit la technologie considérée. Il en résulte que, contrairement aux affirmations de l'ARCEP, le développement concurrentiel de ce segment de marché est loin d'être assuré.

Dans ce contexte, il paraît urgent pour Tele2 que l'ARCEP intervienne afin que les opérateurs de VGAST puissent développer leurs offres dans des conditions satisfaisantes et ainsi insuffler une nouvelle dynamique au marché.

Il convient notamment que l'ARCEP s'assure que l'offre de VGAST assure aux opérateurs alternatifs une parfaite répliquabilité des offres proposées par France Télécom sur les marchés de détail. A cet égard, l'affirmation de l'ARCEP selon laquelle elle "*estime que France Télécom met à disposition des opérateurs alternatifs une offre de VGAST permettant a priori une répliquabilité acceptable⁷ de l'offre d'accès qu'elle offre elle-même sur le marché résidentiel*" n'est pas admissible pour la bonne régulation du marché. L'offre de VGAST commercialisée par France Télécom doit permettre une répliquabilité totale et complète des offres proposées par France Télécom.

Dans le cadre de son avis n°2007-0251 en date du 13 mars 2007 relatif à l'offre "Optimale 2 heures fixes" (offre permettant de bénéficier, moyennant le paiement d'un montant forfaitaire mensuel de 19 euros par mois, de l'abonnement au service téléphonique ; des services « Présentation du nom », « Transfert d'appel », « Signal d'appel » ; d'un forfait de 2 heures pour les communications vers les postes fixes en France métropolitaine, incluant es numéros géographiques, 087B et 09X, et de tarifs spécifiques applicables pour les appels passés au-delà du forfait de 2 heures ou exclus de l'assiette dudit forfait), l'ARCEP a considéré, compte tenu de l'existence de l'offre de VGAST et des tests de ciseaux tarifaires qu'elle a pu réaliser, que cette offre était répliquable par les opérateurs alternatifs. Elle a, en conséquence, autorisé la commercialisation de cette offre.

Toutefois, l'ARCEP n'a nullement apprécié si cette offre permettait effectivement aux opérateurs alternatifs de générer une marge suffisante pour le maintien et le développement de leur activité. A cet égard, puisqu'il s'agit d'offres couplant accès et communications, France Télécom peut se permettre d'avoir un revenu très faible sur les communications, la marge dégagée sur la prestation d'accès incluse dans cette offre lui permettant de percevoir des revenus suffisants. Tel n'est pas le cas pour les opérateurs alternatifs qui ne peuvent dégager de revenus sur cette prestation.

Le critère de la répliquabilité doit donc être manié avec précaution.

Sans intervention de l'ARCEP à cet égard, le risque est grand de voir les offres des opérateurs alternatifs fondées sur la VGAST disparaître à plus ou moins court terme, faute de pouvoir proposer ces offres dans des conditions techniques et économiques satisfaisantes. A l'extrême, si l'ARCEP n'intervient pas, cette situation pourrait même conduire au retrait des opérateurs alternatifs des marchés de la téléphonie fixe. Notons qu'il ne s'agit nullement de simples spéculations puisque l'opérateur One Tel a récemment été mis en vente. Très prochainement, on pourrait donc ne compter que trois acteurs sur ces marchés (France Télécom, Tele2 et neuf télécom).

⁷ Nous soulignons et surlignons.

3. Les dysfonctionnements concurrentiels observés en zones non dégroupées

Dans la mesure où le marché de l'accès semble désormais recouvrir un périmètre beaucoup plus large que celui des seules offres analogiques basées sur le réseau RTC, Tele2 entend saisir l'occasion de la présente consultation publique pour souligner que, en zones non dégroupées, les opérateurs alternatifs sont doublement pénalisés sur ce marché. En effet, ils ne peuvent, dans ces zones, proposer des offres sur ce marché qu'au travers de deux offres de gros :

- L'offre de VGAST ;
- L'offre de gros haut débit de France Télécom livrée au niveau régional (leur permettant de commercialiser des accès en VoIP).

Or, au-delà des difficultés que connaissent actuellement les opérateurs alternatifs s'agissant de l'offre de VGAST (cf. points **I.C.2** et **I.D**), ils ne sont pas davantage en mesure de concurrencer France Télécom au travers d'accès commercialisés dans le cadre d'offres multiplay.

En effet, alors que cette dernière promeut désormais activement ses offres d'ADSL nu en zones non-dégroupées (situation qui apparaît d'ailleurs clairement à la lecture de la présentation qu'elle a diffusée lors de ses résultats pour le premier trimestre 2007), les opérateurs alternatifs sont dans l'impossibilité de concurrencer dans des conditions commerciales satisfaisantes les offres de France Télécom, compte tenu de l'effet de squeeze tarifaire dont ils sont victimes.

Aussi, dans les zones non dégroupées, étant donné les offres de gros disponibles, les opérateurs alternatifs n'ont pas d'autre solution que de vendre à perte pour ne pas voir leurs clients rejoindre l'opérateur historique ou, s'ils ne veulent pas perdre d'argent, de pratiquer des tarifs qui leur ôtent tout avantage concurrentiel vis-à-vis de France Télécom, de sorte qu'ils ne peuvent conquérir aucun nouveau prospect.

Tous les opérateurs alternatifs subissent cette situation de plein fouet. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier les chiffres de parts de marché. Alors que dans les zones dégroupées, la part de marché de France Télécom sur les services d'accès haut débit est comprise entre 40 et 45%, celle-ci monte à 70% dans les zones non dégroupées. Cette seule constatation démontre le dysfonctionnement de marché qui existe dans les zones non dégroupées.

Cette situation est bien sûr préoccupante pour les opérateurs alternatifs et risque, à terme, de conduire à la constitution d'un oligopole ou d'un duopole dans ces zones, situation rarement profitable aux consommateurs.

Face à ces risques, Tele2 ne peut qu'inviter l'ARCEP à intervenir rapidement sur ce sujet.

4. La nécessité de faire bénéficier les opérateurs proposant une offre de revente de l'abonnement des revenus générés par le trafic entrant sur les accès concernés

Le périmètre de la VGAST n'inclut pas les appels entrants. Une telle situation est tout à fait critiquable car elle prive l'opérateur de VGAST de revenus non négligeables (et, corrélativement, enrichit France Télécom à ses dépens).

[Passage couvert par le secret des affaires]

Eu égard aux conditions financières particulièrement défavorables applicables à l'offre de VGAST, de telles ressources sont loin d'être négligeables pour les opérateurs alternatifs. **[Passage couvert par le secret des affaires]**

Aussi, Tele2 appelle de ses vœux une modification de la décision n°06-0162 en date du 4 mai 2006 afin que l'ARCEP inclue le trafic entrant dans le périmètre de la VGAST et permette, par conséquent, aux opérateurs souscrivant à cette offre de bénéficier des revenus générés sur ce trafic.

D. Les arguments avancés par l'ARCEP pour justifier l'adoption de son projet de décision sont discutables

Pour justifier son projet de décision, l'Autorité avance que le fait que : *"La VGAST donne ainsi la possibilité aux opérateurs alternatifs de proposer des offres couplant accès et communications. Il apparaît dès lors raisonnable d'autoriser France Télécom à produire aussi de telles offres de couplage. L'offre de VGAST permet ainsi de placer dans un même jeu concurrentiel les opérateurs alternatifs et France Télécom sur les marchés résidentiels, au bénéfice du consommateur final qui peut dès lors disposer d'offres innovantes telles que les forfaits de communications illimitées ou bien encore d'offres couplant abonnement et communications."*⁸

S'il est exact que le lancement de l'offre de VGAST, réclamée depuis plus de cinq ans par Tele2, constitue indéniablement une avancée majeure pour le développement concurrentiel des marchés résidentiels de la téléphonie fixe permettant aux opérateurs alternatifs de proposer aux consommateurs des offres intégrées ne nécessitant aucun lien commercial avec France Télécom, il convient toutefois d'observer que beaucoup reste encore à faire.

En effet, la commercialisation effective de cette offre n'a véritablement débuté qu'au premier trimestre de cette année. Plus encore, très peu d'opérateurs ont procédé au lancement commercial - et à grande échelle - d'une offre d'abonnement téléphonique fondée sur la VGAST. **[Passage couvert par le secret des affaires]**

Dans ces conditions, la très faible pénétration de cette offre ne permet pas, à ce stade, d'apprécier véritablement si l'offre actuelle de VGAST répond effectivement aux attentes du marché ou s'il est nécessaire de procéder à des aménagements complémentaires.

⁸ Soulignements ajoutés par nos soins

Sur ce point, l'ARCEP se contente d'indiquer que : *"Le premier bilan mené sur cette offre est satisfaisant même si des points d'amélioration ont d'ores et déjà été identifiés et pour lesquels l'Autorité veillera à ce qu'ils soient effectivement pris en compte dans les évolutions à venir des caractéristiques de la VGAST."*

Cette pétition de principe, sans même que l'Autorité ne fasse état des données précises matérialisant ce bilan "satisfaisant" (ni d'ailleurs des points d'amélioration qu'elle a identifiés), apparaît par trop laconique pour justifier du projet de décision envisagé.

[Passage couvert par le secret des affaires]

En définitive, non seulement l'Autorité ne dispose pas, à l'évidence, du recul suffisant pour conclure à la possibilité de procéder à l'allègement réglementaire envisagé mais, plus encore, un certain nombre de difficultés se font jour s'agissant de l'offre de VGAST qu'il serait beaucoup plus prioritaire de traiter.

II. LES COMMENTAIRES DE TELE2 SUR LES DIFFERENTS AMENAGEMENTS ENVISAGES PAR L'ARCEP

A supposer que, malgré les très nombreux arguments militant en faveur d'un report de l'allègement réglementaire envisagé, l'Autorité maintienne son projet de lever les obligations concernées, Tele2 entend alors lui faire part de ses commentaires sur les mesures précisément envisagées.

A cet égard, si Tele2 rejoint l'Autorité sur la nécessité de maintenir l'obligation *ex ante* relative à la proscription des pratiques discriminatoires, elle est, en revanche, d'un tout autre avis pour ce qui concerne les autres aménagements envisagés concernant :

- l'interdiction des couplages abusifs,
- l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs,
- l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction,
- l'obligation de communication préalable des tarifs,
- l'obligation de comptabilisation des coûts.

Dans un souci de clarté, Tele2 examinera successivement les différentes obligations *ex ante* concernées par le présent projet de décision et fera part, point par point, de ses commentaires sur chacune d'entre elles.

A. L'obligation *ex ante* relative à la proscription des pratiques discriminatoires

L'Autorité estime qu'il convient, à ce stade, de maintenir l'obligation de non discrimination sur les marchés résidentiels de détail des communications téléphoniques. Tele2 est tout à fait favorable à cette solution.

Tele2 entend d'ailleurs rappeler que les risques avancés par l'ARCEP pour son maintien, à savoir la mise en œuvre, par France Télécom, de pratiques discriminatoires pour exercer soit une politique de fidélisation de clientèle, particulièrement ciblée sur la frange concurrentielle du marché concerné, soit une politique ciblée de reconquête des clients perdus, sont bien réels. **[Passage couvert par le secret des affaires]**

A cet égard, Tele2 ne peut que marquer sa surprise lorsque l'ARCEP indique, dans le texte de sa consultation publique, que *"En particulier, France Télécom dispose via la vente de l'abonnement téléphonique de sérieux avantages commerciaux tels l'accès privilégié à l'information sur les clients en présélection chez un autre opérateur pour leurs communications et auprès desquels il est possible de mener une démarche commerciale visant à être à nouveau leur fournisseur de communications, et, de manière générale, la possibilité de promouvoir ses offres."*

Tele2 rappelle que France Télécom n'est nullement autorisée à utiliser les données techniques relatives aux clients en présélection pour mener des opérations de reconquête commerciale. Aussi, et sauf à ce que France Télécom se livre à une analyse des factures qu'elle émet, les pratiques que l'ARCEP prête à France Télécom seraient constitutives, s'agissant d'un opérateur en position dominante, de pratiques anticoncurrentielles.

Afin d'éviter tout malentendu sur ce point, Tele2 estimerait nécessaire que l'Autorité clarifie les hypothèses qu'elle visait dans le cas présent.

L'obligation *ex ante* relative à la proscription des pratiques discriminatoires semble d'autant plus nécessaire qu'en l'état actuel du droit positif, le droit de la consommation ne sanctionne pas en tant que telles les pratiques discriminatoires mises en œuvre au détriment des consommateurs. En effet, seules les pratiques discriminatoires mises en œuvre à l'encontre des professionnels sont condamnées *per se*.

Ainsi, à défaut d'existence d'une obligation *ex ante* spécifique sur ce point, France Télécom aurait toute latitude pour se livrer à des pratiques discriminatoires à l'égard de ses clients résidentiels.

Il est donc primordial que cette obligation soit maintenue sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe.

B. L'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des couplages abusifs

Tele2 n'a pas de commentaire particulier à formuler sur ce point, dans la mesure où, pour les clients résidentiels (c'est-à-dire pour les consommateurs), le Code de la consommation prohibe d'ores et déjà les pratiques de ventes liées.

C. -L'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs

S'agissant de la levée, envisagée, de cette obligation, Tele2 entend simplement souligner le risque qui en résulte de voir, dans les zones où la concurrence serait amoindrie (comme c'est actuellement le cas des zones non regroupées), France Télécom pratiquer des tarifs élevés, au détriment des consommateurs.

D. L'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction

L'ARCEP justifie la suppression qu'elle envisage de l'interdiction, pour France Télécom, de pratiquer des tarifs d'éviction par la mise en place d'une modélisation des coûts de fourniture des communications téléphoniques par un opérateur alternatif efficace.

L'instauration d'un tel modèle constitue une indéniable avancée pour la régulation, compte tenu de la difficulté à laquelle sont fréquemment confrontés les opérateurs lorsqu'il s'agit de démontrer l'existence de pratiques tarifaires abusives (y compris dans le cadre des procédures contentieuses introduites, le cas échéant, devant le Conseil de la concurrence).

Pour autant, le succès même d'un tel modèle est étroitement conditionné par la pertinence des hypothèses sur lesquelles il est basé, ainsi que sur les données susceptibles d'être utilisées pour le faire fonctionner. En effet, la seule existence de ce modèle ne paraît pas de nature à se substituer à une obligation d'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction. S'il peut, certes, aider les opérateurs alternatifs à rapporter la preuve de l'existence de telles pratiques abusives, encore faut-il que ces derniers disposent de l'ensemble des informations permettant "d'alimenter" ce modèle.

Or, sur le premier point (modélisation retenue), ce modèle n'est pas exempt de critiques dans la mesure où il prend très mal en compte les offres de type « illimité », notamment quand elles incluent des appels vers les mobiles, comme Tele2 a eu l'occasion de le souligner auprès de l'ARCEP.

En outre, les hypothèses retenues par l'ARCEP paraissent contestables, notamment sur le coût de l'abonnement, et conduisent à surévaluer celui-ci. Dans ces conditions, le modèle garantit, par construction, à France Télécom de dégager une marge minimale. A cet égard, Tele2 souhaite, étant donné les nombreuses divergences qui opposent les différents acteurs du secteur quant à la juste évaluation des coûts de l'abonnement téléphonique, que l'ARCEP procède à une évaluation indépendante de ce poste de coûts central pour toute l'économie du secteur de la téléphonie fixe.

Quant au second point (disponibilité des informations à utiliser dans le cadre de ce modèle), un soin particulier devrait être apporté à l'information des opérateurs tiers sur les conditions de fourniture, notamment tarifaires, des offres de France Télécom.

En effet, malgré le souci de transparence de l'ARCEP sur ce point, il n'en demeure pas moins que les opérateurs alternatifs ne disposent pas des mêmes moyens que l'ARCEP pour obtenir lesdites informations. En particulier, la conception large adoptée par l'ARCEP des informations relevant du secret des affaires conduit à limiter celles pouvant être utilisées par les opérateurs dans le cadre du modèle précité.

En conséquence, Tele2, et au-delà du fait que des aménagements à l'obligation d'information que l'ARCEP entend substituer à l'obligation de communication préalable pesant sur France Télécom semblent nécessaires (cf. point II.E.2), Tele2 estime nécessaire que cette obligation soit maintenue.

E. L'obligation *ex ante* relative à l'obligation de communication préalable

L'ARCEP envisage de supprimer l'obligation pesant sur France Télécom de communiquer préalablement à l'ARCEP ses tarifs pour ses offres d'accès résidentiels que celles-ci soient ou non couplées avec des offres de communications.

Du point de vue de Tele2, cette proposition serait préjudiciable pour la bonne régulation des marchés (cf. point II.E.1). Par ailleurs, si cette solution devait néanmoins être néanmoins maintenue par l'ARCEP, il conviendrait alors d'apporter quelques aménagements à l'obligation de communication pour information que l'ARCEP propose d'adopter en contrepartie (cf. point II.E.2).

1. L'obligation *ex ante* de communication préalable doit être maintenue

Selon Tele2, le maintien de l'obligation de communication préalable est particulièrement nécessaire.

En effet, comme l'a relevé l'ARCEP dans le cadre de sa précédente analyse, *"la simple imposition de l'obligation de non discrimination et des interdictions de couplage abusifs, de prix excessifs et de prix d'éviction n'est pas suffisante pour que ces obligations soient systématiquement mises en œuvre par France Télécom. En l'absence d'une procédure de communication préalable, il est probable que France Télécom commercialiserait des prestations qui ne pourraient ne pas respecter les obligations imposées par l'Autorité, et qu'il faudrait attendre l'issue d'une procédure de sanction pour que France Télécom retire ou modifie ces offres au détriment des acteurs du secteur et des consommateurs."*

Or, nonobstant les aménagements proposés par l'ARCEP, cette analyse demeure totalement pertinente, et ce d'autant plus que l'ARCEP n'envisage pas de modifier certaines obligations, au premier rang desquelles figure l'obligation de non discrimination. Sur ce point, l'ARCEP considère que l'obligation de comptabilisation des coûts permettra de s'assurer que l'obligation de non discrimination est respectée. Tele2 ne partage pas cette opinion. En effet, alors que la communication préalable autorise un contrôle *a priori* (c'est-à-dire avant que les éventuels dommages au marché n'aient pu se produire), l'obligation de comptabilisation des coûts ne permet qu'une vérification *a posteriori*. En conséquence, avec un tel système, les difficultés précédemment relevées par l'ARCEP ne manqueront pas de surgir puisqu'il y aura un décalage entre la mise en œuvre d'une pratique contrevenant à l'obligation de non discrimination, son constat et son éventuelle sanction. Le dispositif de contrôle sera ainsi privé d'une grande part de son efficacité.

[Passage couvert par le secret des affaires]

Dans ce contexte, il semble qu'une intervention *a priori* demeure la solution à privilégier.

En outre, un tel contrôle *a posteriori* ne permettrait pas de rétablir le *statu quo ante*. Les perturbations de marché occasionnées par la mise en place d'offres anticoncurrentielles et les préjudices causés aux opérateurs alternatifs sont rarement réparés (à tout le moins dans leur intégralité). Aussi, pour le développement vertueux du marché, il semble nettement préférable de continuer à privilégier la mise en œuvre d'un contrôle *a priori*.

La suppression de l'obligation de communication préalable constituerait une solution d'autant moins adaptée que l'Autorité entend imposer à France Télécom une obligation de communication pour information afin de lui permettre d'apprécier le respect, par cette dernière, des obligations lui incombant sur les marchés de gros.

Au final, si l'on devait suivre les propositions de l'ARCEP, les contraintes matérielles pesant sur France Télécom resteraient inchangées puisque les informations doivent être, dans les deux cas, communiquées. Toutefois, l'efficacité réglementaire (augmentation des délais pour constater une éventuelle infraction sur les marchés de gros) serait fortement amoindrie, sans pour autant que ces changements soient véritablement justifiés.

Tele2 estime donc plus que préférable que l'obligation de communication préalable soit maintenue en l'état pour l'ensemble des prestations offertes sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe.

2. La nécessité d'amender l'obligation de communication pour information si l'obligation de communication préalable devait être supprimée

L'obligation de communication préalable permet à l'ARCEP non seulement de contrôler les pratiques de France Télécom sur les marchés de détail mais également de s'assurer du respect, par cette dernière, des différentes obligations qui lui incombent au titre de la régulation des marchés de gros (en particulier l'absence de discrimination).

Si l'obligation de communication préalable venait à être supprimée, l'ARCEP ne disposerait ainsi plus des informations nécessaires au contrôle de la bonne application des obligations précitées. Face à cette difficulté, l'Autorité propose donc d'imposer à France Télécom une obligation de communication pour information.

Si ce remède semble effectivement indispensable au cas où l'obligation de communication préalable serait effectivement levée, il n'en demeure pas moins que cette obligation, telle qu'elle est actuellement prévue, paraît insuffisante à Tele2.

En effet, si l'obligation de communication préalable permettait aux opérateurs tiers d'être avertis des grandes évolutions des offres de France Télécom, sa suppression va considérablement réduire les possibilités d'informations des opérateurs tiers.

Cette information est pourtant primordiale puisqu'elle permet aux opérateurs alternatifs de détecter d'éventuelles comportements anticoncurrentiels et de les signaler à l'Autorité, voire de faire valoir auprès de cette dernière leur propre analyse d'une offre de France Télécom qu'ils estiment contestables. A titre d'exemple, on peut citer l'avis n°06-0611 en date du 22 juin 2006 rendu à propos de l'offre promotionnelle Optimale 8 MégaMax.

Cette offre propose au consommateur de souscrire un forfait incluant un service d'abonnement téléphonique, un forfait de communications téléphoniques et un accès à Internet haut débit

Or, à sa date de lancement, cette offre n'était pas techniquement répliquable par les opérateurs alternatifs, faute pour ces derniers de pouvoir effectivement lancer des offres de détail basées sur l'offre de VGAST. Au surplus, l'ARCEP n'a pas été en mesure de s'assurer que cette offre n'induisait pas, compte tenu du tarif auquel elle était proposée, un effet de ciseau tarifaire au préjudice des opérateurs alternatifs.

Si l'ARCEP a toutefois fait le choix – discutable pour Tele2 - d'autoriser la commercialisation de cette offre, compte tenu notamment du fait que cette dernière était limitée à 50.000 abonnés, l'obligation de communication préalable a permis aux opérateurs alternatifs d'être informés de son lancement et de faire valoir leur point de vue à l'Autorité, afin de la sensibiliser aux problématiques susceptibles d'être soulevées par la multiplication des offres promotionnelles de ce type.

Il semble donc indispensable que l'Autorité publie régulièrement les informations qui lui seront ainsi transmises (éventuellement expurgées des secrets d'affaires) pour assurer le maintien d'une certaine transparence vis-à-vis des opérateurs alternatifs. Par ailleurs, il conviendrait de prévoir la possibilité, pour les opérateurs tiers qui justifieraient d'un intérêt légitime, d'avoir accès à ces informations au cas par cas.

En outre, s'agissant de ces offres expérimentales, l'ARCEP prévoit bien souvent l'établissement d'un bilan quant aux résultats de l'expérimentation menée. Or, un tel bilan n'est jamais publié (et l'ARCEP relève même parfois que France Télécom ne lui a pas communiqué les informations qu'elle lui avait pourtant promises). De même, l'ARCEP ne procède jamais à une analyse *ex post* de l'expérimentation réalisée. L'enjeu est pourtant de taille étant donné la multiplication, par France Télécom, de ses offres dites expérimentales ou en série limitée (sur l'année 2006, Tele2 en a recensé 6, ce qui montre le caractère fréquent de cette pratique).

A cet égard, on peut se demander, étant donné la mansuétude dont fait généralement preuve l'ARCEP lorsqu'il s'agit d'une offre expérimentale, si France Télécom ne cherche pas à maquiller, sous couvert d'offres expérimentales, des promotions. Certes, le nombre de bénéficiaires des offres expérimentales est normalement limité. Toutefois, du fait de la multiplication de celles-ci, France Télécom peut au final séduire un nombre important de clients. Il semble donc indispensable que l'ARCEP demeure vigilante sur ce point.

Enfin et en toute hypothèse, il serait souhaitable que l'intégralité des informations détenues par l'ARCEP au titre de cette communication pour information soient transmises de manière automatique aux autorités de concurrence (et notamment au Conseil de la Concurrence) lorsqu'elles sont saisies d'une demande tendant à constater le caractère anticoncurrentiel d'une offre entrant dans le champ d'application de cette obligation *ex ante*.

F. L'obligation *ex ante* relative à la comptabilisation des coûts

La mise en place de cette obligation *ex ante* est un élément positif pour la régulation de l'ensemble des marchés des communications électroniques. Tele2 entend toutefois souligner que, si la mise en œuvre de cette obligation est nécessaire au fonctionnement du jeu concurrentiel sur ces marchés, elle ne saurait être considérée comme suffisante pour le garantir. En effet, cette obligation ne permet de détecter un éventuel comportement anticoncurrentiel qu'*a posteriori* et suppose, de la part de l'ARCEP, une vigilance toute particulière. L'existence de cette seule obligation ne saurait donc justifier la suppression des autres obligations *ex ante* susceptibles de peser sur France Télécom, bien au contraire. Pour de plus amples détails sur ce point, Tele2 renvoie à sa réponse à la consultation publique initiée par l'ARCEP s'agissant de cette obligation.